

par [Marina Cabiten](#), [France Bleu](#)

Dix ans après la loi handicap, le quotidien ne s'est pas amélioré selon près de la moitié des personnes handicapées

Mercredi 11 février 2015 à 08h01

• [0 commentaire](#)

Ce mercredi, cela fait dix ans qu'a été votée la loi handicap. Le quotidien s'est-il amélioré depuis ? Non, répond près d'une personne handicapée sur deux dans un sondage publié par l'Ifop.



Fauteuil roulant (illustration) © Minerva Studio / Fotolia.com

Le 11 février 2005, la loi handicap "pour l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées" était adoptée. Quel bilan, dix ans après ? Il est mitigé selon ce sondage Ifop publié à l'occasion de cet anniversaire.

Écart de perception

Selon ce sondage, réalisé pour un collectif de 26 associations représentant les personnes handicapées, seulement 52% d'entre elles estiment que leur situation s'est "plutôt" ou "beaucoup" améliorée depuis la loi handicap. 26% jugeant qu'elle est restée stable, et 22% qu'elle s'est dégradée.

Cette étude montre également une **grande différence entre la perception de la situation qu'ont les élus et le grand public, et celle des handicapés** : 63% des personnes interrogées jugent que le quotidien des handicapés s'est amélioré, soit 11 points de plus que la proportion de handicapés tirant la même conclusion.

Emploi et niveau de vie, les deux plus gros points noirs

Moins d'un quart des personnes handicapées estiment que l'accès aux formations professionnelles (23%) et **l'intégration dans le monde du travail** (20%) se sont améliorés en dix ans (comparé à environ 4 personnes valides sur dix, élus ou grand public).

Seulement 15% des personnes handicapées considèrent que leur niveau de vie s'est amélioré depuis la promulgation de la loi (contre 29% du grand public et 44% des élus).

Autre sujet qui provoque de très forts écarts de perception : **l'effort des pouvoirs publics pour améliorer la situation des handicapés**. Seulement 28% des personnes handicapées jugent que les politiques prennent pour cela des mesures concrètes, contre 47% du grand public et... 85% des élus.

Sondage réalisé par l'Ifop pour le Comité d'entente des associations représentatives de personnes handicapées et de parents d'enfants handicapés : 1.865 personnes handicapées ou aidantes interrogées en ligne du 19 décembre au 21 janvier, un échantillon représentatif de 2.003 personnes (méthode des quotas) interrogé en ligne du 9 au 13 janvier, et 301 élus (261 maires et 40 conseillers généraux) interrogés par téléphone du 12 au 20 janvier.